

Nom de l'établissement : HEC Montréal

Corrigé en date  
du 8 janvier 2021

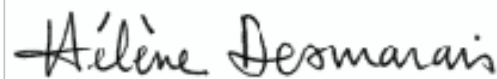
## FORMULAIRE DE DÉCLARATION

**État du traitement 2019-2020**  
**requis en vertu des articles 4.3 à 4.5 de la**  
**Loi sur les établissements d'enseignement**  
**de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1)**

### APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DATE: 10 septembre 2020

ADMINISTRATEUR:



Hélène Desmarais

Ministère de l'Enseignement supérieur  
Juillet 2020



Federico Pasin  
Directeur - HEC Montréal



## *Rapport de l'auditeur indépendant*

Aux membres du conseil d'administration de  
La Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal

---

### *Notre opinion*

À notre avis, l'information financière ci-jointe relative à La Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal (l'« Organisme ») pour l'exercice clos le 30 avril 2020 a été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière décrites à la section 3 du Guide et formulaire de déclaration de l'état du traitement 2019-2020.

#### **Notre audit**

L'information financière de l'Organisme comprend l'état du traitement 2019-2020 du personnel de direction des établissements universitaires pour l'exercice clos le 30 avril 2020.

---

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### **Indépendance**

Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'information financière au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

---

### *Observations – référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation*

Nous attirons l'attention sur le fait que le référentiel comptable appliqué est détaillé dans la section 3 du Guide et formulaire de déclaration de l'état du traitement 2019-2020. L'information financière a été préparée pour permettre à l'Organisme de se conformer aux dispositions de l'article 4.1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire. En conséquence, il est possible que l'information financière ne puisse se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement aux membres du conseil d'administration de La Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal et au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, conformément aux conditions propres à notre mission, et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que les membres du conseil d'administration de La Corporation de l'École des hautes études commerciales de Montréal et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



---

### *Autre point*

Nous n'avons procédé ni à un audit ni à un examen et nous n'avons pris aucune autre mesure pour nous assurer de l'exactitude ou de l'exhaustivité du tableau 3 – Valeur pécuniaire non vérifiée des allocations et frais remboursés. Par conséquent, le présent rapport de l'auditeur indépendant et notre opinion ne couvrent pas le tableau 3 – Valeur pécuniaire non vérifiée des allocations et frais remboursés.

---

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'information financière*

La direction est responsable de la préparation de l'information financière conformément aux dispositions en matière d'information financière décrites à la section 3 du Guide et formulaire de déclaration de l'état du traitement 2019-2020, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'une information financière exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

---

### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière prise dans son ensemble est exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'information financière prennent en se fondant sur celle-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'information financière comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme;



- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec)  
Le 16 octobre 2020

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116819

Nom de l'établissement : HEC Montréal

TABLEAU 1 - Traitement imposable du personnel de direction supérieure <sup>(1)</sup>

| Nom, Prénom          | Titre du poste occupé  | Temps plein<br>(nombre de mois en fonction) | Temps partiel<br>(% du temps plein) | Valeur des éléments composant le traitement imposable (en \$) |   |                              |   |
|----------------------|------------------------|---|-------------------------------------|---|---|------------------------------|---|
|                      |                        |   |                                     | Salaire de base   | Autres éléments du traitement imposable | Indemnité de départ accordée | Montants reçus d'une fondation ou d'une personne morale |
| Montplaisir, Georges | Directeur des finances | 12  | 0                                   | 221 160   | 15 090                                  | 0                            | 0   |
| Pasin, Federico      | Directeur de l'École   | 11  | 0                                   | 313 979   | 18 496                                  | 0                            | 0   |
| Patry, Michel        | Directeur de l'École   | 1   | 0                                   | 313 979   | 57 309                                  | 0                            | 0   |
| Turbide, Johanne     | Secrétaire général     | 12  | 0                                   | 227 142   | 9 595                                   | 0                            | 0   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |
|                      |                        |   |                                     |   |   |                              |   |

<sup>(1)</sup> Éléments de l'état du traitement requis en vertu des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1)**Liste des éléments de traitement autres que salaire de base**

| Nom, fonction             | Allocation automobile | Exonération frais de scolarité | Coût pour régime privé d'assurance |
|---------------------------|-----------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| Federico Pasin, Directeur | 13 177                | 2 237                          | 3 082                              |

**Note complémentaire - Personnel de direction supérieure**

Lorsqu'il cesse d'être directeur de l'École, le directeur sortant a droit à une indemnité pour une période d'une année au même traitement annuel que celui qu'il recevait lors de la dernière année de son mandat à titre de directeur de l'École. Parmi le personnel de direction supérieure, seul le directeur détient une indemnité et pour l'année 2019-2020, aucune indemnité n'a été exercée.

De plus, il n'existe aucun droit d'indemnité de départ à HEC Montréal.



Nom de l'établissement : HEC Montréal

TABLEAU 2 - Traitement imposable des autres catégories de personnel de direction <sup>(1)</sup>

| Catégorie de personnel   | Effectif total de la catégorie <sup>(2)</sup> | Valeur des éléments composant le traitement imposable (en \$) |                 |   |
|--|---|---|-----------------|---|
|  |   | Étendue du traitement   | Salaire de base | Autres éléments du traitement imposable |
| Personnel de direction des composantes de l'établissement, tel que défini au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1) <sup>(3)</sup> | 22,66   | Le plus élevé   | 165 877,00      | 7 637,28                                |
|  |   | Moyenne   | 114 128,50      | 3 579,06                                |
|  |   | Le moins élevé  | 27 973,25       | 375,45                                  |
| Personnel de direction des services  | 63,36   | Le plus élevé   | 159 555,00      | 15 329,60                               |
|  |   | Moyenne   | 123 068,80      | 2 838,62                                |
|  |   | Le moins élevé  | 76 410,00       | 185,88                                  |
| Personnel de gérance des emplois de soutien  | 0   | Le plus élevé   | 0,00            | 0,00                                    |
|  |   | Moyenne   | 0,00            | 0,00                                    |
|  |   | Le moins élevé  | 0,00            | 0,00                                    |

<sup>(1)</sup> Éléments de l'état du traitement requis en vertu des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1)

<sup>(2)</sup> Effectif total de chaque catégorie en équivalence en temps plein (EETP)

<sup>(3)</sup> Un professeur qui accepte une charge administrative conserve une partie de sa tâche d'enseignement en plus de la charge administrative. Le salaire autorisé est celui de professeur auquel s'ajoute une prime de direction et est réparti dans 29 des 29 cas comme suit: 0 à 25 % = 2 26 à 50 % = 24 51 à 75 % = 1 76 à 100 % = 2 Seule la partie du salaire attribuable à la tâche de direction est considérée aux fins du salaire de base.

Nom de l'établissement : HEC Montréal

TABLEAU 3 - Valeur pécuniaire non vérifiée des allocations et des frais remboursés <sup>(1)</sup>1<sup>re</sup> partie : Personnel de direction supérieure

| Nom, Prénom          | Titre du poste occupé  | Allocations et frais remboursés |                |
|----------------------|------------------------|---------------------------------|----------------|
|                      |                        | Nombre de mois dans la fonction | Valeur (en \$) |
| Montplaisir, Georges | Directeur des finances | 12                              | 9 169,37       |
| Pasin, Federico      | Directeur de l'École   | 11                              | 38 434,28      |
| Patry, Michel        | Directeur de l'École   | 1                               | 4 179,52       |
| Turbide, Johanne     | Secrétaire général     | 12                              | 8 475,57       |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |
|                      |                        |                                 |                |

2<sup>e</sup> partie : Autres catégories de personnel de direction

| Catégorie de personnel  | Effectif concerné par un remboursement <sup>(2)</sup> | Allocations et frais remboursés |                |
|---|---|---------------------------------|----------------|
|   |   | Étendue des frais remboursés    | Valeur (en \$) |
| Personnel de direction des composantes de l'établissement, tel que défini au paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 4.5 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1) | 29  | Le plus élevé                   | 41 184,94      |
|   |   | Moyenne                         | 2 549,23       |
|   |   | Le moins élevé                  | 144,65         |
| Personnel de direction des services   | 71  | Le plus élevé                   | 41 004,29      |
|   |   | Moyenne                         | 4 513,71       |
|   |   | Le moins élevé                  | 22,43          |
| Personnel de gérance des emplois de soutien   | 0   | Le plus élevé                   | 0,00           |
|   |   | Moyenne                         | 0,00           |
|   |   | Le moins élevé                  | 0,00           |

<sup>(1)</sup> Eléments de l'état du traitement requis en vertu des articles 4.3 à 4.5 de la Loi sur les établissements de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1)<sup>(2)</sup> Effectif concerné par un remboursement de chaque catégorie en équivalence en temps plein (EETP)